

Problématiques du local

Développement et aménagement

Amor Belhedi

Il faut distinguer entre quatre termes qui sont souvent utilisés sans que la différence ne soit bien établie dans les esprits : il s'agit du lieu, du milieu, de l'espace et du territoire. Si le lieu constitue l'entité spatiale indivisible la plus réduite qui peut être une usine, un quartier ou un sommet, le milieu a plutôt une connotation physico-écologique, l'espace fait intervenir l'homme tandis que le territoire fait intervenir la notion d'appropriation sociale de l'espace. L'espace local devient alors une question d'échelle dans le sens de petite étendue ?

L'espace local a été souvent pris comme un point de projection et de chute d'un projet étatique ou d'une ONG et rarement comme un point de départ des divers projets, de redéploiement de stratégies locales concurrentes d'ailleurs (propriétaires, petits paysans, commerçants...). C'est donc le sens centrifuge qui se trouve privilégié dans une orientation plutôt descendante que le terme est souvent utilisé.

L'échec d'un projet est souvent présenté comme une inadéquation. Or l'échec (ou la réussite) n'est, en définitive, que l'échec (ou la réussite) d'une stratégie et la réussite (ou l'échec) des (contre-) stratégies concurrentes ou alternantes si bien qu'il faut toujours dévoiler les stratégies en présence et ne pas se limiter à l'analyse d'une stratégie donnée. Si un projet a réussi, c'est parce que les autres intervenants y trouvent leur compte même s'ils n'apparaissent pas.

Le local n'existe qu'à travers la dimension spatiale si bien que les autres dimensions (sociale, culturelle, historique...) ne peuvent que s'insérer dans ce canevas spatial.

A chaque espace correspond un *acteur principal* dont le rôle est déterminant ou principal. Les autres acteurs constituent plutôt des *acteurs secondaires* dont le rôle peut devenir très important à d'autres échelles. C'est ainsi qu'au niveau de l'espace national, l'Etat constitue l'acteur primaire, les autres intervenants comme les ONG, les promoteurs ou les multinationales constituent plutôt des acteurs secondaires dont le rôle peut être très important au niveau régional comme est le cas d'un grand complexe industriel ou d'un grand propriétaire foncier... L'espace local est l'espace où l'individu, la famille ou la communauté deviennent les agents primaires même si l'Etat peut être aussi omniprésent ou une importante usine peut façonner l'espace. Il y a ainsi *une totale correspondance entre l'échelle spatiale et l'acteur principal* et la négation de ce dernier ou son atrophie est la négation même de l'échelle en tant qu'entité organisante, organisée et appropriée.

La relation entre espace local et pouvoir territorial est *une relation organique* à défaut de laquelle l'espace se transforme en un simple milieu, un lieu ou une étendue physique...

Il est intéressant de voir le mot « pays » signifier à la fois le terroir et la nation, ce qui exprime le balancement du concept du local qui embrasse en réalité toutes les sphères allant d'un barrage, d'une zone à aménager ou à protéger jusqu'à l'ordre national !.

Il n'y a de local que du spécifique et du différent, et le développement local et l'aménagement local deviennent incompréhensibles sans la reconnaissance du spécifique et de la différence ce qui nécessite *une auto-reconnaissance* et *une auto-identification* d'abord et une reconnaissance de l'identité par les autres. Ceci nous amène à la notion d'autonomisation et de démocratie spatio-culturelle.

On peut distinguer plusieurs approches du local, la définition du local et son découpage en dépendent fortement :

* *L'approche physico-écologique* met l'accent sur la notion de milieu physique et d'*homogénéité morpho-formelle* débouchant sur un découpage physique de l'espace en unités locales comme le bassin versant, la clairière...

* *L'approche culturelle* privilégie la communauté, sa culture, ses traditions, son histoire et ce qu'elle a de spécifique donnant lieu aussi à un découpage en *unités culturelles et socio-culturelles*.

* *L'approche socio-politique* privilégie *le pouvoir territorial* et à ce niveau une communauté se définit et existe avant tout par et à travers le pouvoir qu'elle a sur son espace.

Le concept de local est *un concept de crise* qui est né de l'impasse à laquelle ont abouti les modèles du développement global et les schémas globalisants et normatifs qui nient la différence, les nuances et les spécificités. C'est aussi le résultat de l'échec des expériences faites un peu partout dans le monde sous tous les régimes et dans de nombreux pays. C'est enfin le relais d'un Etat qui se désengage de plus en plus parallèlement au processus de mondialisation et ce relais ne peut être que le local. Il se trouve que souvent, ce sont ces concepts de crise qui sont plus opérationnels parce qu'ils émanent de la crise et ont pour finalité de la dénouer d'autant plus que tout concept naît d'une crise qui lui donne son acte de naissance dans la mesure où le concept antécédent ou parent n'est plus opératoire et il faudrait inventer, créer un nouveau concept. Dans ce sens, toute crise épistémologique n'est que bénéfique.

Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales d'un territoire d'échelle locale à partir de la mobilisation de ses ressources matérielles et immatérielles et de la coordination des acteurs qui y interviennent (Hypergeo, Hadjou Lamar 2010). Il implique une posture du développement, une méthode d'action et un cadre d'analyse.

En France, la notion apparaît avec les années 1970 avec la prise de conscience de certains acteurs que leurs territoires n'ont pas bénéficié de l'action du développement économique de l'après-guerre. Il s'agissait alors de réorienter l'action au profit des territoires locaux en corrigeant les lois macro-économiques du marché. Il s'érige ainsi comme une action critique du fonctionnement économique qui stipulait la convergence progressive et fait que le développement est aussi lié aux initiatives locales autour des ressources localisées mobilisant la population locale autour de leur territoire sous la forme de projets rejoignant ainsi une posture humaniste où l'homme se trouve au centre du fonctionnement économique. Le développement tient compte aussi des besoins immatériels, sociaux, culturels et psychologiques des personnes considérées à l'échelle de l'espace de vie.

Le développement local mobilise trois éléments principaux : le diagnostic territorial qui permet d'identifier les ressources locales, la mobilisation des acteurs et la concertation locale en vue de mettre en œuvre les projets, la gestion locale et la prise de décision permettant l'agégouvernance.

Depuis le début des années 1980, on a assisté à l'émergence du local en tant qu'échelle spatiale d'action, pertinente pour le développement territorial face à la mondialisation envahissante et le retrait de l'Etat-Nation et de l'action régionale. Le local émerge et occupe de plus en plus les devants de la scène tant au niveau académique que celui des acteurs internationaux (ONG, Bailleurs de Fonds, Organismes onusiens et internationaux, Banque Mondiale...) et nationaux et est devenu un véritable leitmotiv stratégique et un enjeu politique pour contrôler, maîtriser et organiser l'espace et le(s) territoire(s).

L'émergence du local apparaît comme *une réaction* aux échecs des constructions régionales et nationales parfois, des expériences du développement global d'un côté; comme *une récupération* d'un terrain qui a été au début battu en brèche par la rationalité fondatrice de l'ordre national.

Le développement local est apparu plus récemment notamment depuis les années 1980 avec la mondialisation, la hausse des déficits publics et la découverte de la grande synergie des acteurs locaux. Les territoires se trouvent de plus en plus reliés en réseaux, le développement s'opère dans un cadre compétitif en espaces d'échelles variées où interviennent les avantages comparatifs. Il est lié à d'autres concepts comme celui de « *pays* » (loi 1995 et les années 2000 en France) ou de *développement communautaire* et on y découvre alors les compétences d'action des communautés locales en matière d'aménagement, les districts industriels de A. Marshall, le milieu innovateur, le SPL ou la gouvernance locale...

Le développement local intéresse la localité, l'échelle qui vient après celle de la proximité et relève plutôt du quotidien. Il paraît plus facile à initier que le développement régional dans la mesure où il concerne une échelle plus réduite et peut mobiliser plusieurs acteurs à la fois : acteurs locaux, Etat, ONG...

Le développement local vise à réduire, remplacer ou compléter le rôle de l'Etat selon les cas à travers *la décentralisation*, un rôle plus accru dévolu aux *acteurs locaux*, aux *ressources* et aux *valeurs locales*. Il est le fruit d'initiatives locales et de l'administration pour *mettre en valeur des compétences* souvent anciennes (savoir-faire local, capacité d'apprentissage...) et *des ressources locales sous-exploitées* dans *une démarche participative et d'autonomisation* (individuelle, collective et spatiale) selon *un processus ascendant de développement* permettant à la population de prendre en main son avenir dans une logique de mobilisation et de *citoyenneté active*. Il permet de créer, dans la société locale, une dynamique multidimensionnelle et multiactorielle permettant de réaliser un projet de développement global, autocentré, endogène et intégré avec des techniques adaptées (Lévy J et Lussault M, 2003).

Il sous-tend de *nouvelles formes d'intervention* : la souplesse de gestion, la flexibilité et la régulation; le partenariat, la participation et la gouvernance, la mobilisation des compétences et des ressources locales et ancrage territorial, la technologie souple et la petite taille, la diversification et la décentralisation... Tout l'oppose au schéma classique du développement de l'Etat centralisé : formation, financement, gestion, ancrage spatial... Il est lié à deux autres concepts clefs : *l'économie solidaire* et *le développement durable*. Constitue-

t-il un autre terrain de récupération ou d'un partage des rôles permettant d'articuler le local au mondial en intégrant les différentes dimensions ?

Le développement local sert les impératifs de croissance nationale tout en répondant à une revendication devenue persistante devant les inégalités spatiales, le désengagement de l'Etat et la montée de la mondialisation. Il sert les intérêts régionaux et locaux à court et moyen terme mais répond aussi aux impératifs de croissance nationale à long terme. Les effets multiplicateurs sont réduits certes au début mais plus diffus dans l'espace et plus soutenus dans le temps par la suite. Les dés-économies inhérentes au processus dissymétrique de développement seront réduites et les distorsions négligeables.

En économie, le concept de District industriel forgé par Marshall constitue une base théorique pour le développement local. Le concept a été utilisé en Italie par G Becattini, dans les années 1970, pour décrire l'organisation industrielle de la troisième Italie (Centre et Nord-Est). En France, on a utilisé plutôt le terme de « systèmes industriels localisés » pour décrire certains territoires comme le Choletais (textile), puis celui de « système productif localisé » pour élargir la notion aux autres secteurs économiques.

En géographie, on trouve la notion de « milieu innovateur » qui constitue la base théorique du développement local dans la mesure où les milieux sont différenciellement propices au développement (Aydalaot Ph) en fonction de la nature des relations qu'entretiennent les entreprises avec leur territoire d'insertion. Le milieu innovateur est un milieu où les entreprises développent des réseaux d'échanges et de coopération et mobilisent les ressources humaines et matérielles de leur territoire. La notion permet d'analyser les facteurs de développement d'un territoire donné.

Ces approches considèrent l'espace comme un ensemble de rapports techniques, économiques et sociaux en interaction donnant lieu à des processus d'apprentissages collectifs. Elles s'intéressent aux territoires dans leur dimension géographique (localisation, topographie, paysage, climat, densité de population,, ressources...), culturelle (comportements, savoirs locaux, coutumes, symboliques, ancrage, appartenance, identification, ...) et sociale (réseaux sociaux, réseaux territoriaux...) qui constituent le support des initiatives locales, fondent les spécificités et expliquent les différences.

En France, la DIACT (ex-Datar) a depuis 1998 encouragé l'émergence et le développement de territoires correspondant au modèle des SPL dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire (loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire 1999, politique des pays...) donnant lieu à une institutionnalisation du développement local.

Notre objet ici est d'éclairer les différentes problématiques du local en termes d'analyse, de développement et d'aménagement qu'on peut résumer, au risque d'une réduction, à trois dimensions.

I – LES TROIS PROBLEMATIQUES DU LOCAL

On peut distinguer au moins trois problématiques du local qu'on essaiera d'élucider dans les paragraphes suivants : territoriale, idéologique et méthodologique.

1 - La problématique existentielle et territoriale : Spatialité et territorialité

Le paradigme *existentiel* sous-tend le local dans la mesure où il constitue le **cadre de vie** intime et proche de l'individu et de la collectivité relevant des sphères de *la quotidienneté* et formant *l'espace de vie*, l'espace relationnel de base. C'est une problématique qui se fonde sur la territorialité, différente de celle de spatialité.

a - Territoire et espace : la conscience et l'essence

Le territoire est cet *espace chargé de sens* et de symbolique qui condense et incorpore le temps et l'histoire. Le territoire est cette *appropriation de l'espace symbolique* qui conduit inéluctablement à des enjeux sociaux, politiques et économiques et de là à des conflits entre les différents acteurs. C'est cette entité symbolique appropriée, qui peut ou non avoir une base juridico-administrative (Etat, Collectivité locale ou régionale, pays, bled, ville, quartier...), L'appropriation est symbolique et la production est idéologique avant d'être juridique ou matérielle.

C'est une notion juridique (Etat., Commune...), sociale (tribu, famille...), culturelle et affective (Quartier, « Houma »...) à la fois; elle exige *des sentiments d'appartenance et d'appropriation* à la fois. Le territoire est l'expression de la socialisation de l'espace et ne peut être que collectif, il exige identification et appropriation à travers un processus socio-culturel circulaire liant l'histoire (le temps), le groupe et l'individu.

Le territoire est "*un espace approprié avec sentiment et conscience de son appropriation*" (Brunet R et al, 1993), il est pour ce qu'est la conscience de classe par rapport à la classe. Le territoire renvoie à la notion de *communauté* dont la légitimité et l'autorité se mesurent par ses capacités de défendre et d'organiser son territoire.

Cette appropriation conduit à **une (rétro-projection) projection sur, dans et à travers l'espace**. Elle est porteuse d'enjeux, de stratégies, de contre-stratégies et de conflits inévitables qui transforment l'espace (au singulier) en territoires (au pluriel).

La communauté « *existe avant tout par le contrôle d'un territoire plus ou moins disputé, soumis à des empiétements* » (Bataillon B). L'impératif territorial est *un instinct* sensiblement aussi primitif et aussi puissant (chez l'homme) que celui de la sexualité ou de la vie. Le territoire fait partie de la vie et est formé par cet espace approprié sans lequel la vie des individus et des groupes s'avère difficile, voire impossible (Falque M 1974). L'appropriation est à la fois, le but, le sens et la finalité de la vie sociale « *sans laquelle il peut y avoir de la croissance économique-technique mais pas le développement social* » (Lefebvre H 1966), de l'amélioration des conditions de vie locale mais pas de développement local dans la mesure où *il n'y a pas de créations de formes sociales et de rapports sociaux sans création d'espaces appropriés, c'est à dire des territoires*.

Développer le local, aménager le territoire local, c'est *prendre en compte la territorialité des habitants en tant que communauté et individus à la fois* ? La moindre transgression est porteuse de conflits et de déterritorialisation contribuant à transformer les territoires en des espaces-supports.

Parler de développement territorial, c'est prendre *un parti existentiel* au détriment du parti productiviste et fonctionnaliste, c'est privilégier le cadre de vie et l'aménagé.

b - Les principes de la territorialité

On peut citer au moins **six principes** qui fondent le développement territorial :

1 - **L'équité** qui se situe à trois niveaux : territorial, social et chronologique (entre les différentes générations), il s'agit de rompre le schéma centre-périphérie et réduire les disparités même si les écarts doivent subsister (pour la dynamique même du système), assurer l'équité sociale et respecter l'écodéveloppement afin de ne pas hypothéquer l'avenir par une utilisation actuelle irrationnelle ou trop pernicieuse et peu soucieuse d'un futur souvent très proche.

2 - **La croissance endogène** qui s'exprime par un développement conforme aux ressources locales mobilisées ou à mobiliser et une prise en charge locale de ce processus

3 - **L'autonomie territoriale** qui est la condition et la finalité même du développement territorial qui sous-tendent le développement endogène.

4 - **L'organisation territoriale auto-centrée** dont la finalité est de répondre avant tout aux besoins locaux de différentes formes (production, subsistance, symbolique, culture, affection, pouvoir, division du travail, statuts...).

5 - **La réhabilitation constante de l'habitant avec son espace** pour en faire un territoire, ce qui nécessite l'aménagement permanent de l'espace local et l'adaptation permanente des deux parties du couple habitant-territoire en fonction de techniques appropriées et maîtrisées.

6 - **La maîtrise locale des techniques utilisées** dans les processus de production, d'organisation et d'aménagement territorial sans laquelle toute intervention dans l'espace local devient une intrusion d'un pouvoir extra-local.

L'évolution récente des organisations spatiales est passé **des territoires locaux communautaires** souvent jointifs, fortement soudés, organisés avec des rapports conflictuels à **l'espace déterritorialisé**, plus vaste et stable, soumis à une logique lointaine qui n'a plus de liens avec le terroir parallèlement à la naissance de l'Etat moderne et des formes du pouvoir extra-local. La centralité du paradigme fonctionnaliste et productiviste a chassé la territorialité symbolique au nom de rationalités diverses : le nationalisme, l'efficacité ou la légitimité...

Le malaise qui est né depuis le début des années 1970 suite au caractère excessif accordé à la matérialité et à la déterritorialisation et à l'évacuation des cadres de vie dans l'organisation spatiale, les expériences de développement et les opérations d'aménagement vont donner lieu à un retour au(x) territoire(s).

c - Du territoire à l'espace : la déterritorialisation ou le passage des territoires au territoire

Sans faire l'apologie des formes traditionnelles d'organisation spatiale, les communautés traditionnelles maîtrisaient bien, contrôlaient merveilleusement leur espace et disposaient de véritables territoires qui sont proie aux relations conflictuelles sur les marges au gré des rapports de force et des liens d'alliance tissés entre communautés voisines. A ce niveau, espace de vie, espace de travail, espace vécu et espace d'identité se confondent et forment le territoire, qui est l'objet d'un contrôle serré et chargé de symbolique. C'est ainsi qu'on trouve l'espace tribal, villageois ou de quartier dans les villes (« *Hara* », « *Houma* », quartier, village, terroir...). La notion de *terroir* requiert ici tout son sens et véhicule cette intégration entre l'espace de vie et l'espace de travail, entre la fonction et la forme, entre le temps et l'espace du quotidien et du local formant ainsi un *simplexe spatio-temporel*.

C'est avec l'émergence de l'Etat moderne, avec ses formes de domination interne (formation de l'Etat-Nation, Nationalisme, unification et libération nationales...) ou externe (colonisation, impérialisme, économie-monde, DIT...) que commence l'éclatement des territoires et on assiste à une véritable *déterritorialisation* (= déstructuration) des formes d'organisations secondaires ou précapitalistes (tribus, famille, notabilités, organisations corporatistes...).

L'émergence du Territoire (national, T en majuscule) *s'opère à travers la déterritorialisation*, elle s'effectue par la défection des territoires, leur négation, voire leur déstructuration. Le pouvoir ne se départage guère et un pouvoir qui émerge, fonde sa légitimité sur l'appropriation d'autres territoires, la formation de l'Etat est passée par la *dérégionalisation* même si on a créé parfois la région, le département ou le gouvernorat qui ne sont que l'émanation du Centre, des formes de centralité avant d'être l'expression du local.

Le problème est encore plus critique dans les pays en voie de développement (PVD) où la formation de l'Etat-Nation s'est opérée par la négation et la déstructuration rapide et parfois très brutale des formes antérieures d'organisation socio-spatiale qui lui ont donné souvent naissance et qui forment désormais des contre-pouvoirs; au nom de l'unité nationale et de l'intérêt du pays tout en exploitant les failles et les subtilités selon les circonstances. Les luttes de libération, les conflits au sein des leadership, les interférences voilées et dévoilées lors des élections locales ou centrales sont là pour montrer que structuration et déstructuration vont de pair et sont loin d'être achevées quelques décennies après l'indépendance.

La Révolution a montré que l'assise tribale est encore solide, elle a permis au mouvement contestataire de se diffuser spatialement dans une zone où le lien tribal et familial est encore vivace. Le Centre Ouest se caractérise encore par une solidarité sociale intense, une structure tribale encore prégnante ce qui a favorisé la généralisation du mouvement à l'ensemble de la région et a permis ensuite à l'ensemble du pays malgré le souci du pouvoir de l'étouffer et de le circonscire localement comme a été le cas dans le bassin minier en 2008.

C'est ainsi que la régionalisation se trouve souvent battue en brèche en l'assimilant aux dissidences régionalistes qui entravent la construction nationale, une hérésie face aux défis extérieurs. Les territoires tribaux se trouvent même découpés, subdivisés et départagés souvent entre plusieurs unités administratives dans le but de détruire la structure et l'assiette spatiales de ces entités tribales assimilées à des contre-pouvoirs à combattre, de construire un autre ordre sur les désordres périmés, à faire émerger une nouvelle territorialité reconstituée à partir de fragments de territorialités désuètes.

d - De l'espace au territoire : La réhabilitation du local et de la territorialité

C'est l'échec des schémas globalisants, centralisés et univoques d'un côté, les déséconomies de la concentration et de la centralisation excessive et la pérennité des disparités spatiales de l'autre côté qui vont favoriser l'émergence de la dimension locale dès le début des années 1970.

Le localisme est né à la suite des échecs cuisants des théories du développement global qui ont prévalu jusqu'à la fin des années 1960. Il se caractérise par *une attitude culturelle négative* à travers le rejet des valeurs industrielles, des schémas uniques de développement et du modèle occidental qui est passé pour la seule issue ; la critique de la notion capitaliste des besoins, le refus de confondre l'industrie au développement, la négation des théories du développement périphérique et l'échec de la vision quantitative du développement....

La réhabilitation du local exprime en effet, *la réhabilitation du cadre de vie*, la place de plus en plus importante accordée aux *formes participatives* dans les opérations d'urbanisme et d'aménagement menées le plus souvent au nom de l'efficacité perdue des formes d'intervention centralisées, homologuées et imposées menées au nom de l'efficacité technique et éviter le refus et de là l'échec qui sanctionne souvent la plupart des opérations menées par le Centre et les Départements techniques sectoriels.

Tous ces facteurs ont contribué à mettre au devant de la scène le localisme et la notion de territorialité qu'il convient désormais de recréer et de re-constituer après l'avoir détruit. Le territoire devient *un facteur du développement* et une ressource fondamentale des nouvelles formes du développement.

Cette problématique territoriale, existentialiste est aussi *une problématique environnementaliste* qui se fonde sur le rapport étroit entre l'homme et son milieu, qui fait que l'individu est le produit de son milieu, les formes spatiales sont le produit des données locales, *tout développement local est forcément différentiel* et la différence fonde la globalité de ce développement local. On retrouve ici l'éco-développement des années 1980, ce qu'on va appeler quelques années plus tard le développement durable.

2 - La problématique idéologique et le localisme

Sur un autre plan, *le localisme correspond à un mouvement revendicatif* qui s'est développé à la suite du nivellement des spécificités, des mécanismes de normalisation du pouvoir central et des formes de négation même de l'identité par les pouvoirs extra-locaux et extra-territoriaux. Il correspond ainsi à *une véritable idéologie* qui s'est développée dans les interstices de l'idéologie centralisatrice, il accorde des vertus éminentes à la gestion de la vie locale par les habitants eux-mêmes et à l'autonomie locale.

Les besoins qualitatifs s'expriment par des exigences de qualité de vie notamment en matière de cadre de vie et la découverte d'identités culturelles considérées auparavant comme mineures, ils deviennent ainsi des poches de résistance à l'homologation dominante.

Le localisme des années 1980 n'est plus un phénomène marginal, il élabore les bases du développement local et les traduit en termes d'aménagement du territoire d'où la distinction entre territoire et territorialité et reprend l'idée de relation directe entre le mode de production dominant et ses articulations locales dans les sociétés anciennes.

La territorialité est une modalité concrète d'accès à l'utilisation de l'espace et à l'appropriation de la ressource-sol. Il en découle la divergence et la contradiction inévitable entre territoire et territorialités. C'est l'utilisation non destructive des ressources qui assure la co-présence de plusieurs territorialités sur le même territoire permettant aux sociétés locales d'utiliser les points fixes de la maille spatiale (eau, routes...) et de sauvegarder les chances, les potentialités et les ressources pour les générations futures. On retrouve ici les notions de l'éco-développement et du développement durable ou soutenable. Cette dimension futuriste n'est cependant possible que lorsque la communauté maîtrise, organise son territoire et assume sa propre reproduction en transformant son territoire (espace approprié) en territorialités.

La revalorisation du local et des sociétés locales passe par la rupture avec le mode **dominant** en privilégiant la diversité et la différence. Les concepts de protection du milieu, de communauté, d'approche globale de l'écosystème local changent de sens ce qui ne signifie pas contradiction entre localisme et globalité. Dans ce cadre, des mots-clefs deviennent centraux

comme : le terroir, l'histoire locale, la culture locale. Le recentrage du local n'est plus marginalité mais une centralité en devenir, *une nouvelle vision de la globalité émergente*.

Le localisme émerge comme *une réaction* au processus de modernisation normalisée sous forme d'*intervention d'urgence et d'aide* dans les zones à problème ou en crise, à la vision quantitative de la croissance de la production agro-alimentaire qui a conduit à la réduction de la variété biologique, au traitement chimique de l'agriculture et aux effets néfastes sur un environnement souvent précaire...

Devant ce mouvement revendicatif qui a pris parfois, notamment dans les pays industriels, des formes dures, *le pouvoir central va tenter de récupérer le processus, le désamorcer et le devancer même* en préconisant le développement local, la vie associative, la multiplication des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et des projets de développement local.

Le développement local et l'aménagement de l'espace local sont *l'expression de ce désir intense de vivre et travailler dans le pays*. Un tel désir se trouve relayé et appuyé par la volonté de l'Etat de disposer de relais et aux ONG de court-circuiter ce dernier ! Si la planification a une connotation économique où la dimension humaine n'est souvent qu'un moyen, *le développement et l'aménagement locaux ne peuvent avoir qu'une finalité humaniste* quelque soit le contenu de cet humanisme où toute action volontaire sur l'espace suppose que celui-ci soit pris en compte et préalablement reconnu dans ses particularités irréductibles !

3 - La problématique technique et méthodologique, De la dévalorisation à la revalorisation du local

* **Au niveau intellectuel**, le ton était *aux schémas globalisants* de développement et d'aménagement et *on combattait même le localisme* au nom de l'unité nationale, de l'intérêt national et collectif et des dangers du régionalisme. C'était le temps des industries motrices, des schémas socialisants, de la planification centrale et des organisations territoriales....

* **Au niveau technique**, c'est le ton à la centralisation, *la normalisation des schémas* et le développement sectoriel des compétences ce qui laisse peu de place aux locaux et donne l'essentiel des pouvoirs aux instances techniques : la grande hydraulique, les pôles de développement, les bâtiments civils (lycées, hôpitaux), l'habitat rural, les offices et les sociétés nationales sont autant de champs de redéploiement du pouvoir central et des formes de recul du pouvoir local au nom de *l'efficacité technique*.

* **Au niveau socio-culturel**, la centralisation et la normalisation passent par *le transfert du pouvoir et du savoir* du citoyen, qu'il soit paysan ou artisan, vers le technicien et la bureaucratie avec *une véritable dévalorisation des savoirs-faires populaires, des cultures et des techniques locales* (agricoles, culinaires, construction, petite hydraulique...). Ces cultures passent pour être désuètes, archaïques qu'il convient d'abandonner alors qu'elles ont été elles-mêmes le fruit d'un long processus d'adaptation entre l'individu, la communauté et le cadre de vie au biais du technique et du culturel. Les exemples des « *jessours* », de la petite hydraulique, « *mesqua* » et « *manqua* », les matériaux locaux de construction (petite brique, chaux, voûte, troglodyte...) sont autant de formes d'adaptation et de techniques adoptées qui ont été dévalorisées au nom de la normalisation.

L'échec des techniques de pointe, à commandes centralisées entre les mains de spécialistes, à répondre à certains besoins les plus élémentaires parfois des communautés locales a permis de prendre conscience de *l'intérêt du retour aux techniques et aux savoirs locaux*, au savoir paysan, artisan, culinaire. Parfois, c'est **la dimension financière** (coût, exploitation en tant que produit touristique) qui a été à l'origine de ce courant de revalorisation de certaines techniques locales (construction, isolation, adaptation au climat...) ou appropriées (énergie, matériaux locaux...) alors que **la dimension culturelle** de muséification a été derrière les efforts de conservation ou de restauration d'autres techniques et de savoirs dont on cherche à mettre en relief la rationalité et les vertus qu'on ne trouve plus dans les techniques les plus modernes.

Le problème de l'échelle n'est pas étranger à la question locale dans la mesure où elle a, longtemps, permis de justifier les schémas globaux et généraux tant au niveau national que mondial et le refus des solutions locales et différenciées suite à **la dissociation entre le contexte local et les problèmes posés, la communauté et son territoire et suite à un paradigme gestionnaire de l'espace.**

Il n'en demeure pas moins que c'est **aussi l'échelle qui va au centre de la reconsidération du local comme échelle pertinente de solutions aux problèmes posés aux communautés** suite aux échecs consécutifs au nivellement du local et de ses spécificités et au système généralisé d'homologation. **Chaque échelle a sa pertinence propre** et les problèmes posés à l'échelle locale ne peuvent être résolus qu'à ce niveau, même si **l'échelle des raisons antécédentes est souvent différente** (plus vaste) **de l'échelle des effets et des faits.**

Cette pertinence de l'échelle fait que les méthodes adoptées et préconisées sont différentes et à la pertinence théorique des schémas généraux va se substituer **une pertinence empirique, pratique qui se dégage du terrain et de l'approche rapprochée et contextuelle.**

4 - L'émergence du local ou la rencontre des trois problématiques Terrain de récupération et récupération du terrain

Révision de schémas centralisés, réhabilitation du cadre de vie, revalorisation des techniques locales et développement des formes participatives se rejoignent pour donner un coup de fouet au local à partir des années 1980-90. On assiste, tant dans les pays industriels que dans ceux en voie de développement, à tout un arsenal de mesures dont on peut citer :

- **La mise en place des formes et des règles de participation et d'association** des populations locales concernées.

- **L'élaboration de l'arsenal juridique** des enquêtes publiques, de l'aménagement concerté, des contrats de pays et de régions, des compétences de communes sur leur territoire (Loi organique des Communes de 1975, conseils régionaux et locaux de développement et conseils ruraux en 1989 en Tunisie...).

- **L'intérêt des techniques appropriées et/ou locales**, des matériaux locaux tout en mettant en relief les avantages énergétiques, acoustiques, thermiques et économiques (coût moindre).

- **La dimension intellectuelle du localisme** avec la fameuse formule "*small is beautiful*" de Schumacher, du développement de la PME, PMI, de l'informel mis en cause au début puis réhabilité tant au niveau international que national... Enfin, l'échec puis le refus de normalisation et la nécessité de prendre en compte les spécificités propres à chaque communauté ou groupe vont conduire à prôner la différenciation et le sens de l'échelle.

- **La dimension écologique** à travers l'insertion dans le milieu, le respect de la nature et de l'écologie, l'harmonie avec le paysage, l'équilibre avec le milieu local ou naturel avec les années 1980-1990.

- Enfin, **la dimension institutionnelle** avec les Organisations Non Gouvernementales (ONG), qui deviennent de plus en plus le vecteur principal devant le désengagement de l'Etat ou son incapacité à embrasser le local et la marginalisation de la communauté et de l'habitant.

Cette émergence du local correspond, en fait, à **une récupération du terrain et à un terrain de récupération** et d'encadrement des populations locales parallèlement au retrait de l'Etat.

II - LES AMBIGUITES ET LES ENJEUX DU LOCAL

L'émergence du local renferme cependant des ambiguïtés, véhicule des enjeux, génères des conflits et voile des stratégies. L'espace local devient **le lieu d'intervention de nombreux acteurs extra-locaux** dans le but d'un contrôle plus élevé, suite à la revalorisation du local et l'hétérogénéisation socio-spatiale locale, en cultivant les différences locales au nom du développement local et en donnant plus de prérogatives aux communautés locales pour l'aménagement de leurs espaces; enfin à travers la dissolution du local dans le tissu relationnel du système extra-local.

1 - Le local : une échelle spatiale à définir ?

On peut se demander **où commence et où s'arrête le local** ? La réponse n'est ni évidente, ni simple ou facile et il n'y a qu'à parcourir la littérature consacrée au local et au développement local. L'échelle concernée va du petit quartier urbain ou du périmètre irrigué jusqu'à l'échelle nationale pour signifier ce développement endogène...! C'est un véritable fourre-tout à tel point que la limite entre des mots-clefs pour le géographe **comme pays-local-région** devient dénuée de sens : le terme de pays comme celui de local signifient terroir et finage comme ils signifient nation.

Le local est ce qui a trait **au lieu**, ce qui se rapporte à **un espace réduit**, à la dimension locale des faits sociaux, politiques et économiques (un mot local, des coutumes ...). N'est-ce pas là une note du pouvoir de la Capitale, dotée d'une fonction normalisatrice, face au local et aux territorialités ?

Le local est **cette échelle spatiale à la dimension humaine**, de la vie quotidienne et qu'une communauté peut maîtriser, contrôler et organiser. Le local est **cet espace de vie qui relève du quotidien**, de l'espace relationnel de base que génère un individu et imprègne la vie collective. Le local est cette échelle spatiale intimement liée à **la notion du cadre de vie**, c'est l'espace approprié et d'identification d'**une communauté**. La décomposition des communautés

et leur dé-structuration ont abouti au relâchement du local et à terme au développement du localisme comme réaction et revendication d'identité et de spécificité...

2 - Le local : Le terrain d'échec ou l'échec du terrain !

Le local est souvent conçu comme **cette sphère où le centre a échoué à prendre en main la vie locale** et a senti la nécessité d'avoir **un relais**, cet espace où le pouvoir a besoin d'une relève, d'une prise en charge au nom de la responsabilisation parallèlement au mouvement du désengagement progressif de l'Etat-développeur, de l'Etat-aménageur et de l'Etat-Providence qui ont été l'apanage des années 1960-1970.

Le local est cette sphère socio-spatiale que le pouvoir central ne veut plus contrôler directement du moins, au nom de l'efficacité, de la rentabilité et de la sociabilité et c'est **l'Etat même qui va encourager le développement local** par différentes formes qui vont de la promotion de la vie associative, aux formes participatives de développement, à l'animation locale (rurale ou urbaine) jusqu'aux projets de développement local intégré ou non. N'est-on pas là devant **un biais de pouvoir** ?

La déconcentration constitue un exemple indicatif de cette interface local-central, elle tente de limiter **la concentration excessive des activités** dans les foyers à avantages comparatifs élevés et les déséconomies suite à la force agglomérative, aux économies externes et d'échelle. Elle constitue aussi **un moyen pour limiter les inégalités régionales et locales**. C'est en ces termes qu'on présente souvent la déconcentration, elle s'imposait même comme **une nécessité nationale impérative avant d'être locale**.

Mais, **la déconcentration représente aussi un des moyens pour disperser la force du travail et affaiblir les mouvements ouvriers** contrairement aux patrons qui connaissent bien leur position dans le système productif et de pouvoir. Une bonne partie du personnel travaillant pour les grandes firmes se trouve dispersée dans de petits établissements autonomes, dispersés et localisés selon une stratégie spatiale précise que seuls les tenants du pouvoir maîtrisent et contrôlent.

On est là au niveau de **l'articulation du local-extra local**, à la fois **revendiquée par les locaux** au nom de la modernisation, de l'emploi et du développement **mais aussi préconisée par les pouvoirs extra-locaux** pour maîtriser de loin, et aux moindres frais, les espaces locaux. N'est-ce pas là l'antipode du local, du développement local ?

La question locale n'est posée, souvent, qu'en termes nationaux, en termes de localisation rentable, de régions en crise, d'équité nationale ou de solidarité. La déconcentration de l'exécution et de la production s'est souvent manifestée par **une concentration sociale et spatiale accrue des pouvoirs** : on ne peut donner que ce qu'on peut mieux contrôler, indirectement et de loin !

3 - Le piège du développement participatif local

L'échec des projets longtemps conçus dans les bureaux et plaqués sur les réalités locales a conduit à prôner les formes participatives du développement en associant les concernés aux projets que ce soit dans les plans d'aménagement ou à travers les projets

d'animation et de développement locaux. **La difficulté de la lecture et de l'analyse de l'espace** fait que les gens ne se rendent souvent compte qu'ils ont été dupés ou piégés qu'une fois les travaux ont été achevés et les changements sont devenus irréversibles ; si bien **qu'on n'hésite plus à procéder à la concertation et faire associer les populations locales concernées** par un projet donné dans la mesure où **les objections sont souvent très rares et faciles à éluder** et battre en brèche par le biais du technique, au nom de la rationalité et/ou de l'intérêt collectif.

Le peu de crédibilité, le dérapage des réalisations et le caractère ambitieux de la plupart des projets et des plans font que souvent on n'accorde pas l'intérêt nécessaire à la prise des décisions. **La concertation a ainsi les effets escomptés de part et d'autre** : les locaux y trouvent un peu d'air frais tandis que le pouvoir central y trouve une légitimité et y trouve une soupape de sécurité tout en ne reculant pas d'une pouce alors que les ONG et les autres acteurs y trouvent une matière de travail et d'investigation.

Dans une société non ou peu démocratique où le pouvoir est univoque sans contrepartie suffisante, **la concertation joue à contresens et favorise les mieux situés dans le système socio-politique** (national et local, ce qui est parfois encore plus subtil), qu'ils soient influents, les mieux ou les premiers informés des actions et des décisions envisagées alors que le simple citoyen **se trouve pris au piège de la concertation** dont la finalité devient la récupération et l'adhésion des locaux. **La concertation devient un élément central même dans le calcul de rentabilité économique du projet** (ce qui est acquis pour la rentabilité socio-politique) !

4 - Le local : échelle de pertinence et pertinence de l'échelle

Deux finalités antagonistes sont en présence et correspondent à deux stratégies différentes : **la finalité productiviste** privilégie **la croissance, la spatialité, la petite échelle, la dissymétrie et l'inégalité, la concentration et la dimension économique** tandis que **la finalité existentielle** privilégie **l'équité, la territorialité, la dimension socio-culturelle, la dispersion et le local** (l'habiter, la quartier, le terroir...), **le cadre de vie et l'homme-habitant.**

Le choix d'échelle est une question politico-idéologique même si le lien n'est pas toujours clair alors et qu'il est souvent présenté comme un problème technique et neutre assurant ainsi **le transfert du contrôle socio-spatial de la communauté à l'Etat** et ses représentants techniques et ses acteurs socio-politiques. L'échelle n'est pas seulement un problème technique, **elle est d'ordre stratégique** : privilégier une échelle c'est adopter une problématique donnée de développement et d'aménagement.

Ces diverses ambiguïtés sont en fait porteuses **d'enjeux qui sont souvent voilés** et le localisme constitue un enjeu de taille pour l'individu, la communauté et l'Etat.

5 - Intégration, extension de l'assise spatiale et centralisation

L'intégration constitue un des mots d'ordre de l'aménagement et du développement, elle couvre plusieurs dimensions : **l'intégration des activités économiques, l'intégration spatiale, l'intégration sociale et l'intégration homme-...**

L'idée d'intégration est très séduisante dans la mesure où elle passe, souvent, comme la condition sine qua non du développement et de l'aménagement. Elle cache cependant une stratégie : **envahir toutes les sphères de la vie sociale et économique par le biais de la spécialisation-complémentarité et de là, élargir l'assise spatiale et sociale du mode de production et créer des liens irréversibles d'interdépendance.**

Cette intégration va de pair avec **la centralisation progressive et l'affinage des fonctions de décision et d'encadrement** même si on a tendance à reléguer certaines tâches d'exécution et de préparation aux régions et aux collectivités locales et qu'on leur accorde certaines autonomies financières ou juridiques ou qu'on les dote de lois organiques....

La spécialisation croissante des espaces et des lieux, au nom du développement local, peut avoir pour finalité **une performance plus grande et une intégration croissante des sous-parties** à l'ensemble, elle a pour pendant la complémentarité inter-espaces et la perte d'autonomie des sous-parties : **à une a de la gestion (parfois f) correspond une dépendance fonctionnelle accrue !**

6 - Cohérence, normalisation et le transfert de pouvoir

L'Etat, au nom du développement et à travers l'aménagement, **normalise la société et les besoins aussi bien actuels que futurs.** Au nom de la cohérence d'ensemble, l'Etat se donne **cette fonction de normalisation sociale et d'homologation spatiale** et justifie même l'action sectorielle au nom de l'efficacité et de la rationalité (technique, économique, intellectuelle...). On assiste ainsi, à **un transfert de compétences du local vers les instances centrales** (les organismes techniques et sectoriels) : départements, agences, sociétés nationales et offices.... C'est le cas de l'industrie, de l'agriculture, de l'assainissement, de la pêche, de l'artisanat ou du tourisme...

7 - Démocratie, participation et voilement

La reconnaissance du local et le développement du local constituent, pour les collectivités locales et la société civile, **l'aboutissement de tout un processus revendicatif de reconnaissance des spécificités locales** (naturelles, historiques, culturelles....), une réaction du terroir à la normalisation et à l'homologation du Centre.

C'est aussi **un moyen de l'Etat pour cultiver la diversité locale même**, pour nouer les antagonismes locaux et dénouer la contradiction local-central à travers la création d'entités administratives locales comme les délégations, les communes ou les comités de quartier même si la diffusion d'un tel appareil contribue, sans aucun doute, à rapprocher davantage les équipements et les services de la population... Au niveau urbain, **le brassage social est recommandé** à travers la cohabitation sociale, le glissement de certains projets vers des couches plus solvables, l'habitat mixte et le rééquilibrage inter-zones dans les grandes villes. **L'espace périphérique devient l'enjeu et le terrain de cette re-conquête socio-urbaine** par les forces en présence dans la mesure où il s'agit là d'un front d'urbanisation, d'un lieu de citoyenneté, de renouvellement et de reproduction, **d'un espace de redéploiement de territorialités et de médiatisation.**

La dimension participative requiert ici tout son intérêt dans la mesure où elle assure la prise en charge du local par les locaux tout en s'assurant leur adhésion en leur donnant même l'impression et le sentiment que le projet est le leur. **Le jeu démocratique peut avoir pour finalité, de voiler la dimension stratégique et idéologique des projets locaux et du développement local; pour les locaux de re-conquérir une partie d'un pouvoir local attaqué en brèches au nom du développement de cet espace local !**

8 - Prise en charge, responsabilisation et désengagement

Le localisme constitue aussi **le moyen le plus sûr de permettre la prise en charge du développement local** par les populations, les ONG ou les bailleurs de fonds parallèlement au processus de **désengagement économique de l'Etat**, entamé depuis le début des années 1980 dans la plupart des pays, suite à la faible prise socio-politique locale et à la difficulté du contrôle localisé. Dans ce cadre, **la responsabilisation de l'individu et des collectivités locales joue un rôle central**, en leur donnant la responsabilité du développement de leurs territoires, charge longtemps revendiquée par ces communautés même si cette revendication n'arrivait pas souvent à s'exprimer explicitement.

Si **l'échelle micro-régionale** est souvent porteuse de développement local, elle est souvent absente au niveau des textes. **Le local n'existe que lorsque le central le tolère** (syndicat de quartier, coopération intercommunale, associations, PAU...). **Le développement local passe par la négation de la normalisation, le refus de l'homologation et la reconnaissance des spécificités** or standardisation et normalisation constituent le fondement même du pouvoir central. Le développement local s'exprime par **la création et l'appropriation de l'espace local**, de ce qui relève de la quotidienneté. Cette création de territorialité passe nécessairement par **des conflits** dans la mesure où, à la différence de l'espace, **tout territoire est objet d'enjeux**.

9 - Développement local et localisme du développement

Le développement local est **ce processus d'autonomisation des mécanismes de transformation du système socio-économique local** à travers **quatre vecteurs** : l'utilisation des ressources locales et un développement conforme à ces ressources, la capacité d'assurer l'accumulation localement, la capacité d'innovation, enfin la création d'interdépendances productives locales inter et intra-sectorielles.

C'est une capacité quadruple qu'il convient d'acquérir : une capacité de transformer le système socio-économique, de réagir aux défis externes, de régulation sociale et de formation. **C'est la capacité locale d'innover** qui nécessite elle-même quatre éléments au moins : **la complémentarité, le partenariat, l'approche intégrée et le développement endogène**.

Le partenariat devient le moteur de ce développement local que ni l'Etat, ni les collectivités locales, ni les promoteurs privés ne peuvent assurer séparés et isolés. L'échelle si grande ne permet pas à l'Etat d'assurer un tel développement, la faiblesse des finances et de l'autonomie des collectivités locales ne leur permet pas non plus une telle tâche tandis que le mobile des promoteurs privés privilégie l'intérêt particulier. L'option humanitaire, technicienne ou sectorielle des ONG est souvent source de dérapages et de partialités. **Seul**

le partenariat entre tous ces agents de développement local est susceptible d'assurer un développement local harmonieux, permettant la collaboration et la coopération entre les acteurs locaux, le développement des initiatives locales et l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement et d'activités.

Ce processus passe par **la création d'entreprises locales** sous forme **de réseaux interdépendants** tant à l'intérieur qu'avec l'environnement extérieur. Ces firmes locales se développent dans une seconde étape pour toucher la région et donner lieu en troisième étape à **l'émergence d'une structure de contrôle local** et en dernier lieu au **développement d'un véritable secteur local**.

La notion de **satisfaction des besoins de base est fondamentale** dans ce processus de développement local mais n'est plus suffisante dans la mesure où elle rejoint celle de l'action humanitaire d'urgence et d'aide tout en restant quantitative sans modifier les rapports de dépendance qui sous-tendent **le sous-développement local**.

Le sous-développement local est cette **non émergence de l'initiative locale**, inhibée par tout un réseau complexe de facteurs difficiles à rompre ou comprendre séparément, cette **désintégration spatiale** qui fait que les espaces sont plus liés à l'extérieur qu'aux espaces locaux et limitrophes mais aussi cette **non maîtrise totale de l'espace local**, de son organisation et de sa reproduction...

CONCLUSION : Pour réhabiliter le local

La réconciliation du local peut s'opérer grâce à **la réhabilitation du cadre de vie, du social et de la gestion démocratique de l'espace** en donnant plus de poids et de crédibilité aux collectivités territoriales. Ces collectivités expriment souvent le centralisme de l'Etat qui s'est donné les moyens de sa politique d'encadrement et on peut se demander parfois si **elles sont l'instrument d'une différenciation territoriale et d'une relative autonomie des territoires ou plutôt l'outil de la normalisation et de la domination du local par le central voire le mondial ?**

A une logique de centralisation-redistribution doit succéder **une logique de décentralisation-recentrage** qui assure la régulation centre-périphéries, la prise en compte du cadre et de la qualité de vie et de l'aménagé.

Les études ont souvent montré que lorsque les concernés saisissent, à travers leur propre expérience, leur connaissance des lieux et de la mémoire historique collective, le lien précis et concret entre la vie quotidienne, les activités, le mode de production, les formes d'occupation et les rapports sociaux, les actions réussissent et les populations y adhèrent même si les bénéfices immédiats sont réduits. **Il y a réticence lorsque les actions engagées négligent la dimension globale du terroir** qui apparaît comme la condition sine qua non pour l'action locale.

Le territoire devient un facteur de développement ? Le succès des actions locales ne réside pas dans le potentiel de croissance mais dans **la capacité des acteurs locaux et des concernés à atteindre un niveau de plus en plus élevé de maîtrise de l'espace et du territoire** qui ne peut résulter d'une simple juxtaposition de petites actions différentes. La notion du local nous renvoie à **la nécessité d'une mise au point de la notion de territoire et**

de territorialité, de ses fondements et de ses exigences comme la différenciation, l'autonomisation, la maîtrise spatiale, l'appropriation, la prise en charge et la reproduction...

Parallèlement à la crise de la planification économique et de l'aménagement du territoire, a émergé **l'approche agro-écologique et territoriale** comme réponse à la problématique du local. Cette approche stipule entre autres que :

i - L'organisation du territoire n'est pas une protection et une conservation mais **une défense active** puisqu'**on ne peut conserver que ce qu'on ne transforme pas !**

ii - **La communauté est au coeur de tout** développement et aménagement local, ce qui exige **la participation active et responsable** et nécessite **l'autonomisation requise**.

iii - **L'utilisation de technologies appropriées**, adaptées aux conditions écologiques et économiques locales et **contrôlables** par la communauté.

iv - L'écosystème constitue le point de référence aux actions de développement, dont la transformation ne doit pas bouleverser les structures, les cultures et les équilibres. **La détérioration des conditions locales est liée à la destruction des ressources** opérée souvent par des acteurs dont les assises spatiales sont plus et c'est plutôt **un projet territorial qu'il faut envisager**.

v - L'analyse de l'efficacité des actions locales **en terme de capacité d'amorcer le développement et de maîtriser les transformations** et non pas en termes économique-financiers.

vi - Enfin, la problématique du local nous renvoie, en fait, à **la question du pouvoir territorial** si bien que les limites spatiales, les transferts de compétences et les conflits d'attribution ne sont, en réalité, que **l'expression organique et conflictuelle du pouvoir territorial**, ils ne peuvent être saisis, compris ou tranchés qu'en référence à ce pouvoir qui commande, désorganise et organise, déstructure, re-structure et recompose, conquiert ou revendique l'espace local. **La réhabilitation du local commence et finit par la réhabilitation du pouvoir local, elle nécessite une correspondance totale et une réconciliation entre le pouvoir et son espace.**

Bibliographie

Aydalot Ph – 1986 : *Milieus innovateurs en Europe*. GREMI, 361p, Paris.

Beccatini G – 1987 : *Mercato e Forze Locali. Il distretto industriale*. Bologna, Il Mulino

Belhedi A – 1996 : « Problématiques du local : Développement et aménagement de l'espace local » pp. 307-327, in *Développement régional, rural, local*. Cahiers du CERES, série Géographique, n° 17, 351p.

Belhedi A – 1999 : Problématiques de l'espace local. In *L'espace local. Développement et aménagement. Géographie et Développement*, 15-16, pp. 69- 83.

Brunet R. & al. 1993 : *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique de Géographie*. Doc Fr.

Hypergeo : Dictionnaire électronique de géographie : <http://www.hypergeo.eu>

Lamara Hadjou – 2010 : « *Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales* ». Développement durable et territoires, Varia, <http://developpementdurable.revues.org/8208>

Lévy J et Lussault M – 2003 : *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.

Schumacher – 1973 : *Small is beautiful*. Coll. seuil.

